



SYNDICAT GENERAL DES JOURNALISTES FORCE OUVRIERE

www.journalistesFO.fr

131, rue Damrémont 75018 Paris

Tél. 01.53.01.61.53 / Fax 01.53.01.61.54 /fo.journalistes@gmail.com

CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES – FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES

Nouvelle atteinte inadmissible au secret des sources et à la liberté de la presse

Mardi matin, le domicile marseillais de notre consœur Ariane Lavrilleux, journaliste à Disclose, a fait l'objet d'une perquisition menée par des policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), accompagnés d'une juge d'instruction.

Ariane Lavrilleux a été placée en garde à vue durant cette perquisition, qui a duré 10 heures, avant d'être conduite à l'hôtel de police de Marseille pour interrogatoire.

Le SGJ-FO dénonce avec force cette nouvelle atteinte inadmissible au secret des sources des journalistes et à la liberté de la presse, à nouveau foulés aux pieds par l'Etat français et la DGSI.

Que reproche-t-on en effet à Ariane Lavrilleux sinon d'avoir fait son travail de journaliste. En novembre 2021, Disclose avait révélé dans une série d'articles dont elle était co-auteurice que la France s'était rendu complice d'une campagne d'exécutions arbitraires menée par la dictature égyptienne du maréchal Al-Sissi».

A la suite de cette publication, le ministère français des Armées avait porté plainte. Une enquête avait été ouverte en juillet 2022 pour «compromission du secret de la défense nationale et révélation d'informations pouvant conduire à identifier un agent protégé», menant à la perquisition de ce mardi matin.

Ce n'est pas la première fois que la DGSI s'attaque à des journalistes au nom du «secret défense». Mais cette nouvelle atteinte au respect des sources marque un palier supplémentaire dans l'offensive de l'Etat français contre la liberté d'information. Elle vise clairement à intimider toute la profession.

Le SGJ-FO exige l'arrêt immédiat de toutes les procédures visant notre consœur. Il l'assure, ainsi que son journal Disclose, de tout son soutien.

Paris, le 20 septembre 2023